



Une page se tourne à Berne

EXPLICATIONS Pandémie, guerre en Ukraine et chute de Credit Suisse: le 22 octobre, le parlement sera renouvelé dans un pays qui a bien changé.

Au lendemain des élections en 2019, les écologistes triomphaient, et le parlement se réveillait plus jeune et plus féminin que jamais. Les gagnants se réjouissaient de pouvoir ainsi infléchir l'agenda politique, comme l'avait fait l'UDC avec son résultat record en 2015. Mais l'actualité est passée par là, bouleversant les «fenêtres d'opportunité» que recherchent les partis pour faire avancer leurs idées.

Alors que les Verts et les Vert'libéraux avaient la main, fin 2019, la pandémie a modifié les priorités: la santé et l'économie avant le climat. Les milieux patronaux, donc le PLR, ont pu porter leur voix, plus à l'aise sur les questions de finances publiques. À l'été 2021, le refus de la première loi sur le CO2 a porté un nouveau coup aux écologistes, «désormais perçus comme le parti des taxes et des mesures trop coercitives», décrit le politologue de l'UNIL Andrea Pilotti. Le PS, lui, a su saisir l'occasion de cette période: face aux dépenses publiques colossales pour soutenir l'économie, il a tenté de remettre en question les coupes récurrentes dans le social ou l'éducation, ses thèmes phares.

La guerre en Ukraine a aussi provoqué un coup de sac.

L'UDC, premier parti du pays, avait perdu beaucoup de plumes en 2019, faisant une chute inédite dans l'histoire suisse. Sa thématique phare, la migration, avait perdu en importance. Mais la guerre lui a redonné du poids, ainsi qu'à la question de la neutralité. Elle a aussi ringardisé la lutte des socialistes contre le budget de l'armée et les avions de combat.

La chute de Credit Suisse a mis en difficulté le PLR, identifié comme le «parti des banques». L'UDC, elle, en a profité pour imposer sa vision de l'«exception suisse», remise en question à la suite des erreurs de managers étrangers.

Finalement, alors que le PS surfait sur une bonne vague,

avec de nombreux thèmes de société comme la pénalisation de l'homophobie, le congé paternité ou le mariage pour tous, le oui du peuple à la hausse de l'âge de la retraite des femmes lui a coupé les ailes. «Ça a rassuré la droite, qui s'apprêtait à devoir intégrer davantage les revendications de la gauche dans ses compromis parlementaires», analyse Andrea Pilotti.

Un bilan chahuté, donc, qui crée aujourd'hui une donne de départ toute neuve pour ces élections. **PAULINE RUMPF/JBA**



Retrouvez toutes les explications en vidéo.

Un citoyen sur deux n'élit personne

Voilà quarante ans que la participation aux élections fédérales n'a pas dépassé 50%. Pour Pascal Sciarini, politologue à l'UNIGE, ce n'est «pas une fierté, mais pas alarmant non plus»: les enquêtes montrent que le résultat ne serait pas bien différent si l'autre moitié des Suisses votait aussi. Toutefois, si 80% des citoyens votent au moins une fois en quatre ans, les 20% restants sont surtout des jeunes ou des membres des classes populaires, ce qui les rend moins audibles. «Il faut rappeler que la démocratie n'est pas acquise. Il faut la soigner, l'entretenir, l'utiliser.»



L'actualité a bouleversé l'ordre du jour du parlement élu en 2019. M. Spicher